

TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES !

RENFORCER LE SYNDICALISME DE COMBAT POUR ARRACHER DE MEILLEURS SALAIRES ET ALLOCATIONS

Les prix de l'énergie flambent. Le gaz naturel coûte presque 50% de plus qu'il y a un an : plus de 130 euros supplémentaires sur la facture annuelle. L'électricité coûte 17% de plus qu'il y a un an et dépasse son record historique. Le carburant a augmenté de 15% en un an. Pain, céréales, logement,... à l'exception d'un pic en 2017, le coût de la vie n'avait pas augmenté ainsi depuis 10 ans. En août, l'inflation était de 2,73% en Belgique par rapport au mois d'août précédent.

Et nos salaires ? Ils ne suivent pas ! Les salaires pour un premier emploi sont même 2,4% plus bas qu'en 2019, avant la crise COVID ! Dans le secteur bancaire, on commence même avec 3,7 % de moins qu'avant.

Au printemps, nous sommes entrés en action et partis en grève contre la norme salariale scandaleuse de 0,4% d'augmentation au-delà de l'indexation pour cette année et la suivante, un diktat patronal imposé par leurs serviteurs au gouvernement. Mais l'indexation des salaires ne suit pas l'augmentation réelle du coût de la vie. Ainsi, l'augmentation prévue par « l'indice santé lissé » n'est que de 2,3% pour une inflation de 2,73% et même de 2,88% pour le quart des familles les plus pauvres (l'énergie et le loyer pèsent beaucoup plus lourd dans leur budget).

Ce sont les gouvernements Dehaene I et II (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) qui ont introduit l'indice santé (1994) qui a retiré le tabac, l'alcool et les carburants du panier de produits de référence afin d'en amoindrir l'effet ainsi que la loi sur la norme salariale (1996). L'indice a encore été affaibli par la suite avec l'introduction de « l'indice santé lissé » et diverses manipulations du panier de référence. Le prix de l'électricité n'intervient que pour environ 3% dans cet indice des prix et le logement de 17% ! Quant à la loi sur les salaires, la conclusion honteuse du dernier Accord interprofessionnel a encore illustré à quel point il s'agit d'une camisole de force à l'avantage exclusif des patrons.

POUR UN SYNDICALISME DE COMBAT !

La FGTB demande une « révision en profondeur de la loi ». Le projet de loi défendu par le PTB et Marc Gobelet juste avant son décès propose une norme salariale indicative plutôt que contraignante. Mais même cela, alors que c'est largement insuffisant, exigera une bataille de grande envergure.

Mais si on se bat, on peut gagner. Les soins de santé ont récemment reçu plus de moyens. C'est encore bien trop peu au regard des défis à relever après des décennies de sous-financement, mais ce pas en avant a été obtenu par une lutte dans laquelle le réseau d'action militant La Santé en Lutte a joué un rôle crucial. En 2018, le projet de pensions à points du gouvernement Michel a été coulé par une manifestation de masse - 80.000 personnes - préparée par la diffusion du « Journal des pensions ». Plus récemment, à Gand, le salaire

minimum de 14 euros de l'heure a été arraché, y compris pour le personnel des sous-traitants, grâce au travail de la délégation CGSP qui a utilisé la pétition nationale de la FGTB pour populariser la revendication, consolider et élargir le noyau militant, chercher des alliés et préparer diverses actions jusqu'à une grève réussie le 9 mars 2020.

Il nous faut un plan d'action qui repose sur une dynamique similaire : qui cherche à construire progressivement un rapport de force et non à relâcher la pression de la base. Des assemblées générales ouvertes dans chaque région pourraient servir à élaborer des revendications partant de ce dont nous avons besoin et à définir un plan d'action. Il faudra d'autres manifestations nationales et des journées de grèves régionales et nationales, mais nous ne devons certainement pas négliger l'impact sur les collègues moins engagés d'actions locales devant des entreprises, dans des zonings industriels, sur des places publiques,... Les militants FGTB seront peut-être seuls au début, mais s'ils démontrent à quel point ils sont sérieux et déterminés dans des actes qui ont une perspective, les autres vont devoir suivre.

Avec l'organisation d'une pareille lutte allant crescendo, il sera possible de balancer la loi de 1996 à sa place : à la poubelle ! Nous pourrions même aller beaucoup plus loin : il faut en finir avec le statut de cohabitant et assurer l'individualisation de toutes les allocations sociales, au-delà du seuil de pauvreté ; imposer un salaire minimum à 14€ de l'heure ; restaurer complètement le mécanisme d'indexation et assurer qu'il représente réellement le coût de la vie ; nationaliser le secteur de l'énergie sous contrôle et gestion démocratiques des travailleurs et des usagers ; etc.

Faute de s'engager sérieusement dans la lutte par excès de prudence ou manque de confiance, le mouvement ouvrier risquerait de perdre encore plus. La condamnation récente des 17 syndicalistes FGTB à Liège est à ce titre un dangereux avertissement. Le capitalisme est aujourd'hui en crise dans tous les domaines, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre pour les intérêts de celles et ceux qui font tout tourner : les travailleurs. Il est grand temps qu'ils prennent le monde en main et assurent que l'économie ne fonctionne plus sous la dictature du marché, mais dans le cadre d'une économie socialiste démocratiquement planifiée.

PSL

WWW.SOCIALISME.BE

WWW.FACEBOOK.COM/

LSPPSL.LINKSESOCIALISTISCHEPARTIJ/

Nous savons comment les médias établis parlent de notre colère ! On ne peut pas compter sur eux ! Achetez le journal Lutte Socialiste pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

